

Edito

Et la boucle ...sera bouclée ?

De puissants médias français répandent en continu le fiel de la peur de l'étranger ; tous les arguments infondés sont bons : « *les étrangers coûtent cher à la France* », « *ce sont tous des délinquants en puissance* », « *ils font le grand remplacement* », etc. Et nul doute que quelques dictatures étrangères - fortes en manipulation – s'immiscent pour saper un peu plus notre démocratie qu'ils haïssent.

Une majorité croissante de Français finissant par y croire, des politiques ont voté une nouvelle loi sur l'immigration dans laquelle chaque catégorie d'étranger - sans exception - voit augmenter la précarité de sa situation en France.

Alors que le moindre collégien français aura coûté en frais scolaires (depuis la maternelle) environ 75 000 € et un bachelier 100 000 € (sans parler des frais médicaux), l'étranger – pour lequel la France n'a rien dépensé pour son enseignement - devra donc attendre des mois pour bénéficier des aides sociales auxquelles n'importe quel citoyen français a droit dans les mêmes conditions !

Tous les rapports sérieux sur l'immigration démontrent qu'aucune vague migratoire ne submerge la France^[1] !

Quelle duplicité de la part de députés et de sénateurs qui, hier, rendaient hommage aux travailleurs de seconde ligne du COVID (dont beaucoup d'origine étrangère), ... et continuent de fréquenter des restaurants (dont les cuisines ne tournent que grâce à des travailleurs étrangers), des hôpitaux (qui sans cette manne seraient complètement en panne). Combien de chantiers de construction ne pourraient sortir à temps dans leurs circonscriptions sans la main-d'œuvre étrangère ? N'ont-ils jamais pris le RER ou le métro tôt le matin ?

Cette nouvelle loi introduit dans le droit français les prémices du projet politique de la préférence nationale des extrêmes droites ; des mesures encore bien fades et tièdes selon leurs dires...

Qu'advient-il alors du renouvellement des cartes de séjour des Syriens si, en 2027, le nouveau locataire du Palais de l'Élysée est la courtisane du maître du Kremlin et de son grand ami le boucher de Damas ? La Syrie sera-t-elle alors considérée par cette administration comme un « pays sûr » ? Combien de préfets, dont le pouvoir discrétionnaire en matière de régularisation conforté par cette loi, seront déjà aux ordres de la préférence nationale ? Combien de réfugiés statutaires qui ont connu dans leurs chairs les affres des interrogatoires, de la torture, des terribles prisons syriennes - et échappé aux exécutions – seront raccompagnés par des fonctionnaires français vers leurs bourreaux syriens, autrefois formés par Alois Brunner^[2] l'ancien chef nazi du camp d'internement de Drancy, aidé dans ses basses besognes par les amis du cofondateur du parti de cette potentielle prochaine locataire ?

Frédéric ANQUETIL

Administrateur de Revivre

[1] France - Principaux développements en matière de migration et de protection internationale – Août 2023 - Eurostat
<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Chiffres-cles-sejour-visas-eloignements-asile-acces-a-la-nationalite/Les-chiffres-2022-publication-annuelle-parue-le-22-juin-2023>

[2] Hafez el-Assad fût le protecteur d'Alois Brunner, ex-bras droit d'Adolf Eichmann. https://www.francetvinfo.fr/monde/syrie/syrie-comment-le-nazi-alois-brunner-a-forme-le-premier-cercle-du-clan-assad_3058415.html

Actus

La Syrie devant la justice internationale - La plus haute juridiction de l'ONU s'est prononcée sur des allégations de torture en Syrie qui, selon les enquêteurs, a tué des dizaines de milliers de personnes, dans la **première affaire devant la justice internationale** sur les exactions du régime durant la guerre civile. La juridiction a été appelée à prononcer des "*mesures provisoires*", notamment qu'elle enjoigne Damas à mettre fin à la torture et à la détention arbitraire dans le pays, qu'elle ouvre les prisons aux inspecteurs extérieurs et informe les familles sur le sort de leurs proches. La torture en Syrie est "*omniprésente et enracinée (...) et continue aujourd'hui*", ont écrit le Canada et les Pays-Bas dans leur requête à la CIJ.

Source : AFP - 16.11.2023

Les Syriens militent pour la création d'un tribunal mondial sur les armes chimiques. Pendant la guerre civile en Syrie, des attaques illégales à l'arme chimique ont tué et blessé des milliers de personnes, dont de nombreux enfants, mais plus d'une décennie plus tard, les auteurs de ces attaques restent impunis. Cela pourrait changer grâce à une initiative visant à créer un nouveau tribunal pour de telles atrocités, lancée jeudi à La Haye. Des diplomates d'au moins 44 pays de tous les continents ont participé aux discussions, dont certaines au niveau ministériel, a déclaré Ibrahim Olabi, avocat britannico-syrien, l'un des principaux instigateurs de l'initiative. "*Un organisme international doté de ressources dédiées et d'une équipe ayant développé une expertise dans la constitution de dossiers sur les incidents liés aux armes chimiques pourrait être bien placée pour traiter ce type d'affaires*", a déclaré la directrice du Mécanisme International, Impartial et Indépendant (MII), l'organe de l'ONU chargé d'enquêter sur les crimes commis en Syrie.

Source : L'Orient - Le Jour - 30.11.2023

Quatrième frappe américaine contre des cibles associées au Corps des Gardiens de la révolution islamique iranien (CGRI) - La première s'est produite le 26 octobre lorsqu'un chasseur F-15 et deux avions de combat F-16 ont ciblé deux installations de stockage d'armes et de munitions à Abu Kamal, en Syrie. Alors que le 8 novembre, deux F-15 ont mené une frappe aérienne sur un stockage d'armes dans l'est de la Syrie. Le 12 novembre, les États-Unis ont effectué des frappes aériennes sur un centre de formation et un refuge affiliés au CGRI. Elles font suite aux attaques contre les forces américaines et de la coalition en Syrie qui ont commencé après l'attaque du Hamas contre Israël.

Source : News24.fr - 25.11.2023

La justice française a émis un mandat d'arrêt international contre le président syrien, Bachar Al-Assad, accusé de complicité de crimes contre l'humanité pour les attaques chimiques perpétrées à l'été 2013 en Syrie. Ces mandats visent également le frère redouté de Bachar Al-Assad, Maher, chef de facto de la 4^e division, unité d'élite de l'armée syrienne, ainsi que deux généraux, Ghassan Abbas, directeur de la branche 450 du Centre d'études et de recherches scientifiques, et Bassam Al-Hassan, officier de liaison et chef de la sécurité.

Source : Le Monde avec AFP - 16.11.2023

Déforestation importante - Selon un rapport publié au début par l'ancien juge de la Cour pénale internationale Howard Morrison, le régime Assad est responsable de « *la dévastation et des dommages considérables causés à l'environnement* » par les diverses campagnes de bombardements et d'attaques à l'arme chimique au cours des dernières années. Parmi les dégradations citées, il y a une déforestation importante dans différentes régions du pays résultant des combats. Ainsi, les gouvernorats de Lattaquié, Hama, Homs et Idleb (Ouest) ont perdu une couverture arborée de plus de 36 % entre 2011 et 2021.

Source : *L'Orient - Le Jour* - 30.11.2023



Décès de Riyad Al-Turk

Grande figure de la révolution syrienne, Riyad Al-Turk est décédé le 1er janvier 2024 à Paris

Riyad Al-Turk est né à Homs en 1930 dans une famille modeste. Il est d'abord instituteur, puis après des études à la faculté de droit à Damas, il devient avocat en 1957. Début de l'année 1959, il défie l'appareil policier au cours d'une allocution lors des funérailles de Said Droubi, mort sous la torture. Quelques mois plus tard, il est emprisonné pendant 2 ans et torturé sauvagement...

C'est un ami de Revivre qui vient de nous quitter.

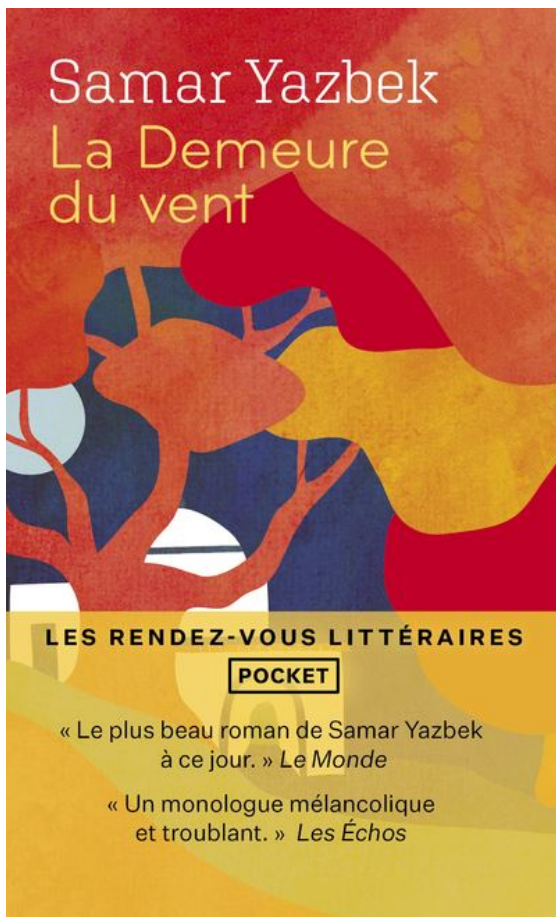
pour lire la suite : <https://association-revivre.fr/category/notre-actualite/actualite/>

Nouvelles de la Permanence

La permanence a connu une hausse significative des problèmes liés à délivrance/renouvellement des titres de séjour, suite à la dématérialisation de toutes les démarches administratives. Un accompagnement plus poussé pour les démarches en contentieux a été mis en place, en liaison avec 6 avocates.

Environ 80% des interactions avec la permanence concernent des Syrien-nes.





La demeure du vent

de Samar YAZBEK

Le livre vient de sortir en format Poche - Janvier 2024

Une feuille. Une toute petite feuille d'arbre. En rouvrant l'œil, Ali, 19 ans, ne voit d'abord rien d'autre. Puis la conscience lui revient, par bribes. Cet enterrement, dont il se souvient, est-ce le sien ou celui de son frère ? Blessé, incapable de bouger, il se rappelle peu à peu : la poussière, les balles, la bombe... Lui l'enfant rêveur et contemplatif, comment s'est-il trouvé enrôlé de force dans l'armée syrienne ? A mesure que la mémoire lui brûle, le déraciné ne songe plus qu'à une chose : monter aux branches. Grimper là-haut, vers ce monde qu'il n'aurait jamais dû quitter. Se hisser jusqu'au ciel – à la demeure du vent...



Photo : Muhammad Hajj Kadour, Aziz al-Asmar – décembre 2023

Razan, Samira, Wael et Nazem...
Vous êtes toujours dans nos cœurs

Le 09-12-2013, les militants des droits de l'homme **Razan Zaitouneh, Wael Hamada, Samira Al-Khalil et Nazem Hammadi** ont été enlevés au siège du **Centre de Documentation des Violations et du Bureau du Développement Local de la ville de Douma**, dans Rif Dimashq, et ont été emmenés vers un lieu inconnu. Un certain nombre d'activistes connus, dont l'avocate des droits de l'homme, Razan Zeitouneh, ont créé le Centre de Documentation des Violations en Syrie et ont documenté les violations des droits de l'homme commises par toutes les parties à Douma et dans toute la Syrie.

Dix ans, et la vérité sur ce qui s'est passé n'est pas encore devenue claire. Malgré de nombreuses preuves, personne n'a été reconnu coupable d'enlèvement !

Source : *Mémoire Créative de la révolution syrienne – décembre 2023*



France Culture a mis en ligne un **podcast** (53 min) d'Adrien Chevrier, réalisé par Yaël Mandelbaum sur **Razan ZAITOUNEH** (1977 – enlevée le 9 décembre 2013) avocate syrienne, une figure incontournable de la Révolution syrienne :

Ecouter le podcast



Amnesty Film Festival

14^{ème} édition

du **2 au 4 février 2024**

Cinéma Luminor

Hôtel de Ville – PARIS

Projections de longs-métrage, avant-premières/débats/ Rencontres

<https://www.amnestyfilmfestival.com/programme>

Revivre vous attend ...

Les personnes disparues en Syrie

Dimanche 21 Janvier 2014 à 14 heures

Salle Jean-Dame 17 Rue Léopold Bellan - 75002 PARIS

- Le régime Assad, en même temps qu'il écrase en 2011 des manifestations non violentes, s'emploie depuis - avec méthode - à **instaurer au sein de la population syrienne un sentiment de terreur** pour interdire toute forme de protestation. Outre les assassinats massifs, **les « disparitions » constituent tout autant un élément central de sa politique répressive**, plongeant les proches des victimes dans la douleur et l'incertitude.

Au cours de cette rencontre organisée par **l'Union des Coordinations de Syriens à Travers le Monde, l'Association des Détenus Libanais en Syrie, le Collectif pour une Syrie Libre et Démocratique, l'Association Revivre,**

nous appellerons notamment les Nations Unies et l'Union Européenne à faire pression sur le régime syrien afin d'exiger la libération des détenus.

Association Revivre

100 boulevard de Belleville, 75020 PARIS

Pour recevoir la Newsletter de Revivre : newsletter@association-revivre.fr

This email was sent to {{ contact.EMAIL | default : "newsletter.revivre@gmail.com" }}

You've received it because you've subscribed to our newsletter.

[Unsubscribe](#)

